

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES DE FOURNITURES COURANTES  
ET SERVICES**

**PRSG24-007**

Organisé en application des dispositions  
du Code de la Commande Publique

**COLLECTE, TRANSPORT ET  
TRAITEMENT DES DECHETS  
DES ACTIVITES ECONOMIQUES  
NON DANGEREUX ET NON  
RECYCLABLES POUR LES  
ETABLISSEMENTS DU  
GROUPEMENT HOSPITALIER  
DE TERRITOIRE DE LA SARTHE**

# SOMMAIRE

## PAGES

### Table des matières

<b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES .....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1 – GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES .....	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE .....	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE .....	5
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE .....	5
4.1 Décomposition en lots .....	5
4.2 Décomposition en tranches .....	5
4.3 Décomposition en phases .....	5
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE .....	5
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE .....	6
6.1 Ordres de service .....	6
6.2 Bons de commande .....	6
6.3 Marchés subséquents .....	7
ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES .....	7
7.1 Clause environnementale .....	7
7.2 Clause sociale .....	8
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES .....	8
ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE .....	8
ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES .....	9
10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac .....	9
10.2 Respect des principes de la République .....	9
<b>CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX .....	10
ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX .....	10
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT .....	11
13.1 Avance .....	11
13.2 Temporalité de la demande de paiement : temporalité .....	11
13.3 Acomptes .....	12
13.4 Contenu de la demande de paiement .....	12
13.5 Comptables assignataires .....	12
13.6 Délais de paiement .....	12
13.7 Intérêts moratoires .....	13
<b>CHAPITRE 3 : DELAIS .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION .....	13
ARTICLE 15 : PENALITES .....	14
15.1 Pénalités pour retard .....	14
15.2 Pénalités pour indisponibilité .....	15
15.3 Pénalités diverses .....	16
15.4 Pénalités pour défaut d'insertion .....	16
ARTICLE 16 : PRIME .....	16
<b>CHAPITRE 4 : EXECUTION .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION .....	16
17.1 Livraison .....	16

17.2 Clause de réexamen.....	17
17.3 Changement de références.....	18
17.4 Prestations similaires .....	18
ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE .....	19
18.1 Opérations de vérification.....	19
18.2 Maintenance des prestations .....	19
18.3 Garanties .....	20
ARTICLE 19 – ASSURANCES .....	20
ARTICLE 20 – RESILIATION .....	20
ARTICLE 21 – DIFFERENDS .....	20
ARTICLE 22 – DEROGATIONS .....	20
ARTICLE 23 – ANNEXES.....	21

## **INTRODUCTION**

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

**Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte et le compte de tous les Etablissements parties/membres du GHT 72.**

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

## **CHAPITRE 1 – GENERALITES**

### **ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES**

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour des établissements listés ci-dessus, d'une part ;

Et,

- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

### **ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet **la prestation de collecte/transport et de traitement des déchets des activités économiques non dangereux et non recyclables**, des établissements publics de santé du Groupement Hospitalier de Territoire du département 72.

## ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHÉ

### 4.1 Décomposition en lots

Les prestations visées au présent CCAP sont réparties en lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

LOT N°	INTITULE
1	Collecte/transport et traitement des DAE du <b>Centre Hospitalier du Mans</b> (et de son EHPAD) et de <b>l'Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe</b>
2	Collecte/transport et traitement des DAE du <b>Pôle Santé Sarthe et Loir et de ses structures médico-sociales</b>
3	Collecte/transport et traitement des DAE du <b>Centre Hospitalier de Saint-Calais et de ses structures médico-sociales</b> , et de <b>l'EHPAD de Bessé sur Braye</b>
4	Collecte/transport et traitement des DAE du <b>Centre Hospitalier de Montval sur Loir (ex Château-du-Loir) (et de son EHPAD)</b> et du <b>Centre Hospitalier du Lude</b>
5	Collecte/transport et traitement des DAE des 3 sites du <b>Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe</b> : site de <b>Sillé-le-Guillaume</b> , site de <b>Beaumont-sur-Sarthe</b> et site de <b>Bonnétable</b>
6	Collecte/transport et traitement des DAE du <b>Centre Hospitalier de La Ferté-Bernard et de ses structures médico-sociales</b>
7	Collecte/transport et traitement des DAE spécifiques de type « Encombrants/Déchets de balayage de voirie » pour le NORD Sarthe : EPSM de la Sarthe, Centre Hospitalier du Mans (et son EHPAD), les 3 établissements du PHGNS, le Centre Hospitalier de la Ferté-Bernard
8	Collecte/transport et traitement des DAE spécifiques de type « Encombrants/Déchets de balayage de voirie » pour le SUD Sarthe : le Pôle Santé Sarthe et Loir, le Centre Hospitalier de Montval sur Loir (ex Château-du-Loir), le Centre Hospitalier du Lude, le Centre Hospitalier de Saint-Calais et de ses structures médico-sociales, et l'EHPAD de Bessé sur Braye

### 4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

## ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Les prestations sont conclues pour une durée de 12 mois.

Le marché est tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le marché s'exécutera à compter du 01/06/2025 ou à compter de la notification si celle-ci est postérieure au 01/06/2025.

## ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

### **6.1 Ordres de service**

Sans objet

### **6.2 Bons de commande**

#### **A / Exécution des bons de commande**

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec 1 titulaire par lot.

Les accords-cadres sont conclus sans minimum et un maximum pour leur durée totale :

#### **Lot 01 :**

Montant maximum : 3 000 000 € HT

#### **Lot 02 :**

Montant maximum : 750 000 € HT

#### **Lot 03 :**

Montant maximum : 550 000 € HT

#### **Lot 04 :**

Montant maximum : 500 000 € HT

#### **Lot 05 :**

Montant maximum : 450 000 € HT

#### **Lot 06 :**

Montant maximum : 750 000 € HT

#### **Lot 07 :**

Montant maximum : 500 000 € HT

#### **Lot 08 :**

Montant maximum : 500 000 € HT

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Les commandes seront passées par l'établissement concerné au moyen de **bons de commande** signés du Directeur des Achats ou de son représentant.

#### **Chaque bon de commande comportera :**

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des prestations, articles ou produits et les quantités commandées et la référence au devis établi par le titulaire ;

- Le(s) délai(s) d'exécution des prestations et le cas échéant la ou les dates de livraison ;
- Le(s) lieu(x) d'exécution des prestations ;
- Le montant unitaire HT et TTC des prestations
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des prestations ;

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

### **B / Annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande n'a pas pour objet de résilier le marché à bons de commande et constitue une simple mesure d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler par voie écrite et émise de manière dématérialisée (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

L'annulation interviendra dans un délai maximum de 5 jours ouvrés avant la date de commencement d'exécution.

Si une avance a été versée, elle devra être remboursée dans un délai de 15 jours à compter de l'annulation du bon de commande.

En cas d'annulation du bon de commande, aucune indemnité ne sera versée au titulaire du marché.

### **6.3 Marchés subséquents**

Sans objet

## **ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES**

### **7.1 Clause environnementale**

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements, les livraisons, la limitation et la gestion des déchets.

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements, les livraisons, la limitation et la gestion des déchets.

Le présent marché public a pour objet des prestations de transport par route, dont la réalisation a inévitablement des conséquences environnementales.

Par conséquent, le Titulaire est soumis à une obligation environnementale générale, et doit prendre toutes les mesures utiles pour réduire son impact écologique. En outre, il veille à :

- Adopter une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air, notamment en optimisant la distance et le temps des trajets ;
- Former et sensibiliser les chauffeurs à l'éco-conduite et aux risques routiers ;
- Veiller à la réduction du prélèvement de ressources naturelles (eau, énergie, etc.) ;
- Réduire ses impacts sur la biodiversité, notamment pendant les temps de repos.

**Le Titulaire s'engage transmettre, chaque année, à chaque établissement du GHT 72 une évaluation des émissions de gaz à effet de serre liée à la prestation de transport collective.**

## 7.2 Clause sociale

Afin de promouvoir l'emploi et la lutte contre l'exclusion et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le présent marché public inclus une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique **pour le lot 01**.

Devra ainsi être réalisé une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières en application de **l'annexe Clause sociale – Insertion par l'activité économique**.

## ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous\* :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.), dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre technique du titulaire, (\*)
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s)

\*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

## ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE



A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

## **ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES**

### ***10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac***

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

**[CHM] Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.**

**Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.**

**Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.**

**En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.**

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

### ***10.2 Respect des principes de la République***

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

## **CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT**

### **ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres finales dit mois  $m_0$ .

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

### **ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX**

Le prix est **révisable**.

**Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première année du marché à la demande du titulaire ou de l'acheteur.**

Au-delà, les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse, annuellement à date anniversaire du contrat. Le titulaire enverra ses prix révisés au moins deux mois avant chaque échéance annuelle

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux des annexes financières du marché
- Les prix révisés des annexes financières du marché

Cette demande devra être adressée au Directeur des Achats de Centre Hospitalier du Mans et à l'adresse email suivante : [ggaraud@ch-lemans.fr](mailto:ggaraud@ch-lemans.fr) – 02 55 46 50 56

#### **a) Pour la mise à disposition de compacteurs monoblocs et de bacs à déchets pour l'ensemble des lots**

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

#### **b) Pour la collecte/transport, le traitement des déchets, le nettoyage pour l'ensemble des lots**

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_0 [0.10 + 0.45 (I/I_0) + 0.45 (I'/I'_0) ]$$

dans laquelle :

- P étant le prix révisé
- Po le prix initial
- Io, I'o sont les valeurs prises au mois zéro par les ou l'index de référence I du marché
- I, I' sont les valeurs prises au mois d'établissement de révision par les ou l'index de référence(s) I du marché ;

La date d'établissement des prix est la date limite de remise des offres finales.

Index de référence :

**I = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.11 – Collecte des déchets non dangereux – Base 2021 - Identifiant INSEE 010764303**  
**I' = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.21 – Traitement et élimination des déchets non dangereux Prix de base – Base 2021 – Identifiant 010764002**

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : **B**ulletin **O**fficiel de la **C**oncurrence, de la **C**onsommation et de la **R**épression des **F**raudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

### **Clause de sauvegarde**

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 2 %, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 2 %,
- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché.

## **ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT**

### **13.1 Avance**

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option B** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 5 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

### **13.2 Temporalité de la demande de paiement : temporalité**

La remise de la demande de paiement intervient :

- au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution

du marché depuis le début de celui-ci ;

- après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché pour les prestations ponctuelles.

### **13.3 Acomptes**

Sans objet

### **13.4 Contenu de la demande de paiement**

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

### **13.5 Comptables assignataires**

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

### **13.6 Délais de paiement**

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

### **13.7 Intérêts moratoires**

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

## **CHAPITRE 3 : DELAIS**

### **ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION**

#### **14.1 Délais d'exécution des prestations**

Voir C.C.T.P.

#### **14.2 Prolongation du délai d'exécution**

En application du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

Les pénalités viendront en déduction de la facture du mois suivant leur constatation.

En cas de non prise en compte par le titulaire ors de la facturation, l'établissement effectuera lui-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

### 15.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Location de matériel non conforme à l'usage ou à la réglementation en vigueur	Journalière	100,00 €	Par matériel non conforme et jusqu'à livraison d'un matériel conforme
Respect des dates de collecte	Journalière	200,00 €	Par jour de retard jusqu'à la collecte effective
Défaut manifeste d'hygiène	Forfaitaire	150,00 €	Nettoyage d'un compacteur mal fait Mauvais serrage de la porte arrière d'un compacteur Ecoulement de jus lors du transport des déchets sur la voirie de l'établissement (véhicule BOM, compacteur)
Panne d'un compacteur (en location ou appartenant à un établissement)	Forfaitaire par ½ journée (4 h)	200,00 €	Absence d'intervention technique et/ou de mise en œuvre d'une solution de remplacement dans les 4 heures imparties (à compter du signalement par l'établissement)
Anomalie ou dommage constaté sur les bacs à déchets en location	Journalière	50,00 €	Retard dans la réparation, l'entretien ou le remplacement
Absence de réponse apportée à une demande exceptionnelle de collecte	Forfaitaire	100,00 €	Pour la collecte des bacs à déchets ou pour la collecte/transport d'un compacteur
Retard dans la prestation de	Journalière	200,00 €	Par jour de retard jusqu'à la collecte effective

collecte à titre exceptionnel			Pour la collecte des bacs à déchets ou pour la collecte/transport d'un compacteur
Erreur de facturation	Forfaitaire	50,00 €	Par facture non conforme.
Le comportement à risque d'un chauffeur (vitesse excessive dans le site, non-respect des consignes de sécurité, etc.),	Forfaitaire	150,00€	Par constatation.
Détérioration d'un matériel appartenant à l'établissement	Forfaitaire + prix de remplacement	100€ + prix de remplacement	Remplacement ou remboursement du bac à déchet par un matériel en tout point équivalent à celui détérioré + pénalité forfaitaire de casse

## 15.2 Pénalités pour indisponibilité

### **Pour les Bacs à déchets, uniquement :**

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l'établissement et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait de l'établissement, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS l'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'établissement des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les vingt-quatre heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'établissement la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS, sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- deux jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de à 100 €, par jour calendaire de retard pendant 7 jours puis de à 150 € au-delà.

**Pour les compacteurs**, les modalités de maintenance et de délais d'intervention pour remettre en état l'équipement sont prévues au CCTP et les pénalités applicables sont celles susmentionnées à l'article 15.1 du présent CCAP :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Panne d'un compacteur (en location ou appartenant à un établissement)	Forfaitaire par $\frac{1}{2}$ journée (4 h)	200,00 €	Absence d'intervention technique et/ou de mise en œuvre d'une solution de remplacement dans les 4 heures imparties (à compter du signalement par l'établissement)

### **15.3 Pénalités diverses**

Pénalité pour non-respect du mémoire technique : 100 € HT par manquement constaté

Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 100 € HT par manquement constaté.

**Pénalité pour non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur : 10 € par manquement constaté.**

### **15.4 Pénalités pour défaut d'insertion**

En cas de non-respect des heures d'insertion, une pénalité de 60 € HT par heure d'insertion non effectuée sera appliquée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 16 : PRIME**

Sans objet

## **CHAPITRE 4 : EXECUTION**

### **ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **17.1 Livraison**

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la date de livraison ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;



- la quantité commandée ;
- la quantité livrée ;

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 14.2 du présent CCAP.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Les fournitures devront être livrées dans les conditions prévues sur les bons de commande émis par le Directeur des Achats de l'établissement concerné à l'adresse suivante :

indiqué dans l'annexe A « Coordonnées des établissements membres du GHT 72 »

Le titulaire du marché mentionnera impérativement le **délai de livraison maximum des articles**, à compter de la date de réception du bon de commande.

## **17.2 Clause de réexamen**

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- Dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent marché public, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent marché public.  
Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.  
Pour ce faire, un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent marché public.  
Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en intégrant les prestations par la notification d'une « modification du marché » au titulaire. Cette modification précisera notamment le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation et le lieu d'exécution.

- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- Dans le cas où un établissement souhaiterait modifier le nombre de collecte hebdomadaire.
- Dans le cas où un établissement souhaiterait remplacer un compacteur dont il est le propriétaire et bénéficier d'une location avec une maintenance full-service. Ce compacteur devra répondre aux spécificités techniques décrites à l'annexe 1 du CCTP (point de collecte n° 2 – CH Le Mans). Le modèle actuellement utilisé et compatible avec le vidage de mini-bennes avec vidage latéral est le modèle BERGMANN APB607ST/20.
- Dans le cas où un besoin supplémentaire de location de compacteur surviendrait pendant l'exécution du marché, Le Titulaire sera sollicité pour définir et établir une offre pour répondre à ce besoin.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.

### **Clause de réexamen dite de « rendez-vous »**

L'établissement concerné se réserve la possibilité de modifier le mode de collecte en bac à déchets par le mode de collecte en compacteur à déchets, si le prestataire dispose des moyens pour mettre en place la collecte en compacteur à déchets.

Cette possibilité sera étudiée par l'établissement concerné au regard des avantages de ce mode de collecte.

En effet, la mise en place d'un compacteur permet d'augmenter la densité des déchets en réduisant significativement leur volume. Le compactage réduit ainsi le nombre de collecte/rotation et le stockage des déchets est plus sécurisé vis-à-vis des risques de malveillance (incendie, fouille/renversement).

Les dispositions spécifiques au mode de collecte en compacteur à déchets sont précisées au cahier des clauses techniques particulières.

L'établissement concerné et le titulaire conviendront d'un rendez-vous avant le 31/03/2027 afin de définir les modalités pratiques de cette modification et en particulier son calendrier.

Les prix sont définis au bordereau des prix si le prestataire lors de la remise de son offre, réalise déjà la collecte en compacteur à déchets.

Ces prix pourront être actualisés par le prestataire au regard de la durée de la location du compacteur jusqu'à la fin du marché.

La mise en place de la collecte en compacteur à déchet ne devra pas engendrer de surcoûts significatifs pour l'établissement concerné.

Si les parties s'accordent sur la modification du contrat, il sera nécessaire de matérialiser cet accord de volonté via l'activation de cette clause de réexamen qui prendra la forme d'une modification au marché (conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 ; L. 2194-2 et R. 2194-1 du CCP).

### **17.3 Changement de références**

Sans objet

### **17.4 Prestations similaires**

Pour les prestations de services, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de recourir à la réalisation de prestations similaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE**

### ***18.1 Opérations de vérification***

#### **18.1.1 Nature des opérations**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le pouvoir adjudicateur sur les prestations livrées au titre du marché

Dans le cas exceptionnel où le titulaire ne pourrait pas livrer la marchandise dans la marque et la qualité retenues, il en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui proposera d'urgence des marchandises de qualité équivalente dans la nouvelle marque proposée en remplacement. Il ne pourra effectuer les livraisons qu'après accord du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, les vérifications pourront se dérouler sans que le titulaire ne soit informé par l'acheteur.

#### **18.1.2 Déroulement des opérations de vérification**

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

L'acheteur peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 18.1.3 du présent CCAP.

Les opérations de vérification nécessitant un examen plus approfondi sont exécutées par l'acheteur et notifiées dans les quinze jours.

#### **18.1.3 Décision après vérification**

##### **Admission des prestations**

Application du CCAG-FCS

##### **Ajournement des prestations**

Application du CCAG-FCS

##### **Réfaction**

Application du CCAG-FCS

##### **Rejet**

Application du CCAG-FCS.

#### **18.1.4 Transfert de propriété**

Application du CCAG-FCS

### ***18.2 Maintenance des prestations***

La maintenance effectuée dans les locaux du GHT72 s'effectue entre 08H00 et 18H00, du

lundi au vendredi, jours fériés exclus.

### **18.3 Garanties**

Application du CCAG-FCS

## **ARTICLE 19 – ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 20 – RESILIATION**

Application du CCAG-FCS et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 21 – DIFFERENDS**

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes  
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111  
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

**CCIRA de Nantes**

**DREETS DES PAYS DE LA LOIRE**

22 mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES CEDEX 1

02 53 46 79 83 - 6 02 53 46 79 79

paysdl.ccira@dreets.gouv.fr <https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr>

## **ARTICLE 22 – DEROGATIONS**

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.  
L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.  
L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.  
L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.  
L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG-FCS.  
L'article 18.1.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 23 – ANNEXES**

Annexe A – Coordonnées Etablissements

Annexe 1 - Clause sociale – Insertion par l'activité économique.

-----